LE MOUVEMENT OUVRIER À LA VEILLE DE LA LOI DE 1892

Des ouvriers toujours minoritaires dans une France à dominante rurale, mais un groupe, une classe en expansion qui représente déjà plus du quart des actifs et s'est doté de ses organisations, les syndicats aux formes encore incertaines, et de son mode d'action, la grève qui s'impose en cette fin de siècle comme la concrétisation de l'aspiration ouvrière telle est la situation du mouvement ouvrier lorsqu'est votée la loi de 1892 créant linspection du travail.

Avant d'étudier le mouvement ouvrier il nous faut planter le décor. Quelle est la place des ouvriers dans une France encore à large majorité rurale? Le terme "ouvrier" ne recouvre-t-il pas, en fait, des situations parfois diverses qui ne facilitent pas toujours l'exercice de la solidarité?

Une période de transition

Le recensement de 1891 nous montre un pays où la population urbaine est en progression, mais ne rassemble encore que 37 % du total. La population active agricole arrive largement au premier rang : 44 % (30,5 % d'exploitants, 13,6 % de salariés). L'industrie et le bâtiment regroupent moins d'un tiers des actifs (30,7 %) tandis que commerces et services ferment la marche (25,3 %).

Les ouvriers d'industrie représentent moins d'un quart des actifs (23,4 %), à côté d'une multitude de patrons de l'industrie et du commerce (14 %); alors que cadres et employés ne sont pas encore distingués (8,8 % pour l'ensemble) ⁽¹⁾.

Parmi les ouvriers, Textile et Vêtement sont encore largement prédominants, avec une majorité de femmes, suivis par les Métaux, le Bâtiment, les Mines et Carrières, le Bois et l'Alimentation.

Cet instantané cache toutefois une évolution en cours qu'a accélérée la grave crise des années 1880, le déclin de la petite industrie.

Analysant la région lyonnaise, Y. Lequin (2) met en évidence la baisse du nombre des ouvriers, du fait de la crise, notamment dans les cantons ruraux, où certains retournent aux champs.

Il note à ce sujet : "Sauf dans les villes, la classe ouvrière est encore un produit mal fixé dont les frontières ne sont pas celles de la main-d'œuvre industrielle".

En permettant la réduction brutale de toute une main-d'œuvre flottante (femmes, enfants, Michel Branciard, historien.

1. Pour les chiffres absolus, voir O. Marchand et C. Thélot: "Deux siècles de travail en France". Etudes INSEE, janvier 1991.
2. Y. Lequin " Les ouvriers de la Région lyonnaise". Presses universitaires de Lyon, Tome I.

migrants intérieurs ou extérieurs), la crise modifie, selon Gérard Noiriel, ce qui faisait l'une des originalités du développement industriel français : "l'alimentation du marché du travail à partir d'une main-d'œuvre circulante, se déplaçant en fonction de circuits de migration traditionnels, locaux, nationaux ou même internationaux" (3). Ainsi, à Paris, les maçons de la Creuse qui retournaient, l'hiver, dans leurs villages, commencent à se fixer en grand nombre dans la capitale. Les Bretons font de même en banlieue et fournissent la maind'œuvre non qualifiée pour les grandes usines.

Etudiant les mineurs de Carmaux, R. Trempé⁽⁴⁾ parle, dans ces années, d'une "véritable ouvriérisation du monde de la mine". Ceux qui étaient auparavant réticents à venir habiter les cités, près des puits, finissent par céder. Même phénomène dans le Nord, tandis qu'un peu partout s'accentue le paternalisme. A travers de multiples institutions prenant en charge l'ouvrier du berceau à la tombe, il s'agit d'une stratégie de gestion visant à fixer la main-d'œuvre. Le modèle achevé en est Le

Il ne faudrait pas cependant se faire une idée fausse de ce passage de la petite à la plus grande industrie ou de l'urbanisation croissante ; l'évolution est lente. Ainsi, dans le bassin de Longwy, seuls deux établissements (Longwy et Gorcy) sont d'une taille importante (1500 et 660 salariés). Toutes les autres usines sont petites et ressemblent à celles du milieu du siècle: 80 ouvriers pour un haut-fourneau - 140 à 160 pour deux. Même les grosses entreprises sont plutôt une "juxtaposition d'unités quasiment indépendantes" (5).

Du "forçat" à l'aristocratie ouvrière

Dans la France textile, la mécanisation récente du tissage a enfanté le "forçat du bagne industriel". Le monde de l'O.S. se développe, notamment dans le Nord, avec pour capitale Roubaix, mais aussi en d'autres lieux comme Roanne (23 tissages mécaniques en 1885 avec 8000 travailleurs). Et selon le mot de Michelle Perrot : "L'homogénéité d'une usine textile porte en elle l'unicité des luttes" (6)

Mais cette situation varie selon les professions et n'est nullement la norme. La scission entre ouvriers peut résulter de l'existence d'un "esprit de catégorie", exploité par le patronat et qui se traduit par des différences de statut considérables entre travailleurs d'une même entreprise.

Ainsi, dans la métallurgie, les manœuvres, qui le sont souvent à vie, sont les servants des compagnons, gens de métier. "Le compagnon, écrivent en 1887 des anarchistes parisiens, a la conviction intime qu'il doit se montrer supé-

rieur à l'homme de peine (...). Il en fait son larbin, lui fait porter son sac, ses outils, pendant que lui marcher les mains dans les poches ; il l'oblige à faire à sa place les plus répugnantes besognes (...). Beaucoup de compagnons ne choquent pas leur verre contre le verre de l'homme de peine".

Même situation dans d'autres branches : verriers et faïenciers, par exemple. Dans les verreries, la distance est considérable entre les maîtres souffleurs, les "grands garçons" et, tout au bas de l'échelle, les porteurs. Ces derniers, sans aucune qualification, sont pour la plupart de jeunes garçons, parfois italiens; on fait aussi appel, à ce niveau, à de la main-d'œuvre fémi-

Lors de la grève de Lyon en 1886, la chambre syndicale des verriers ne groupe que des professionnels et refuse de donner des secours aux manœuvres lock-outés.

Soulignant la complexité de cet esprit de catégorie, Michelle Perrot note qu'"il a des fondements économiques, techniques, sublimés en jugements de valeur, en représentations sociales. Profondément mystificateur, il mine la solidarité" (6)

Un développement syndical certain

A la veille de 1892, la poussée syndicale est évidente, mais revenons un peu en arrière. A la fin des années 1870, l'établissement définitif de la République a fait naître un grand espoir parmi les ouvriers. Celui-ci se manifeste à la fois par le mouvement gréviste des années 1878-1882 et par une relative progression du syndicalisme. Survient alors la crise des années 1880 dont l'impact est évident sur le syndicalisme : en 1884 on ne compterait que 72.000 syndiqués répartis dans 540 syndicats. La remontée se fait lentement pour s'accélérer à partir de 1889 (1270 syndicats - 173.000 adhérents) et l'on atteint en 1892 les 360.000 syndiqués pour 2070 syndicats. Plus que les chiffres absolus, toujours sujets à caution, il faut considérer la progression: un quintuplement en huit ans du nombre de syndiqués, progression qui se poursuit en 1893.

Les divers secteurs sont touchés par cette progression. Le Textile, bien sûr : en 1890 on compte 48 syndicats nouveaux de tisseurs groupant 16.000 syndiqués de plus qu'en 1888, Textile plus Vêtement rassembleraient 60.000 syndiqués en 1892. Viennent ensuite dans l'ordre les métallos, 44.000, les mineurs 41.000. Dans la mine, la poussée syndicale date de 1890 : 8700 en 1889 - 22.500 un an plus tard et, à cette date les quatre cinquièmes des 26.000 mineurs du Pas-de-Calais sont syndiqués. Le Bois et le Bâtiment ne sont pas en reste, quoique beaucoup plus dispersés (un peu

3. G. Noiriel: "Les ouvriers dans la société française". Seuil, 1986. (4) R. Trempé: "Les mineurs de Carmaux". Editions ouvrières. 5. G. Noiriel: "Longwy: immigrés et prolétaires". PUF. 6. Michelle Perrot " Les ouvriers en grève : France

1871-1890".

Monton 1974 :

elle donne divers

exemples de cet

esprit de catégo-

rie dans le Tome I

"sociologie des

grévistes".

moins de 40.000 pour les deux). Il faudrait aussi parler de l'Alimentation, des Cuirs et Peaux et du Transport, avec notamment le développement du syndicalisme des cheminots.

Une analyse sommaire pourrait mettre en rapport cette poussée avec le vote de la Loi sur les syndicats en 1884. Ce serait mal connaître la méfiance de nombre de leaders ouvriers qui voient dans ce texte essentiellement une "Loi de police". Les syndicats de mécaniciens ne se mettront en règle avec la Loi qu'en 1890. En 1893, le ministère Dupuy fait occuper militairement la Bourse du Travail de Paris et fermer l'immeuble, car une partie des syndicats qui y est leur siège refusent de remplir les obligations de la Loi.

Sans doute la légalisation a joué un rôle, mais expliquer la progression par ce seul facteur serait en oublier une série d'autres : retournement favorable de la conjoncture économique, concentration ouvrière et fixation de la main-d'œuvre, et surtout progression du mouvement gréviste, sur lequel nous aurons l'occasion de revenir.

Un syndicalisme aux structures fluctuantes

Le syndicalisme français se caractérise par la faiblesse des organismes verticaux professionnels : les fédérations. Notons toutefois, au départ, une exception : la Fédération Typographique de France qui se constitue en 1881. Sous l'impulsion d'A. Keufer, secrétaire général à partir de 1884, le Comité central, formé de typos parisiens détient la réalité du pouvoir : "Les sections et les groupes régionaux doivent être subordonnés au pouvoir central et non pas celui-ci à la remorque des sections" (Congrès de 1892) (7).

Hormis ce cas particulier, la constitution des fédérations est difficile et elles ne disposent que d'une faible autorité. Chez les mineurs, une première tentative à lieu de 1883 sous l'impulsion du Stéphanois Rondet. La défection des "gueules noires" du Nord-Pas-de-Calais, le faible développement syndical dans les autres bassins et la division des mineurs de la Loire, autant d'éléments qui expliquent qu'elle végète jusqu'en en 1891 (8). Suite à sa disparition, une autre se crée, toujours dans la Loire, à La Ricamarie, mais ses débuts sont tout aussi difficiles et incertains.

Dans le Bâtiment, le processus est identique : première fédération en 1882 qui échoue, avec une tentative de reprise en 1892. Même sort pour la fédération des Cuirs et Peaux, avec, en plus, suite à sa récréation en 1893, l'apparition d'une organisation rivale des mégissiers. La fédération du Textile n'apparaît qu'en 1891, mais, durant quatre ans, elle n'existe guère que sur le papier.

Chez les métallos, les rivalités entre métiers empêchent la mise sur pied d'une organisation d'industrie : mouleurs de cuvire, mécaniciens, ferblantiers ... créent chacun leur propre fédération de métier.

Organismes interprofessionnels locaux, les premières Bourses du Travail apparaissent aussi à cette époque : deux en 1887 (Paris et Nîmes) - 8 en 1890 - 27 en 1892. L'initiative en revient au mouvement syndical lui-même. Souvent, avant la création de la Bourse, des syndiqués de diverses professions se sont rassemblés dans une Union ou Fédération locale. "Ce cartel local, arguant de la situation matérielle misérable des syndicats individuels et invoquant les habitudes municipales en la matière, déposait alors une demande officielle de subvention" (9).

En fait, on réclamait des locaux propres pour se réunir et mettre en œuvre certains services, la création de la Bourse, restant du ressort de la Municipalité elle-même. Certaines municipalités donnaient suite à la demande, d'autres non. Si bien que le nombre de bourses créées ne représente nullement le nombre d'organisations locales interprofessionnelles, nettement plus élevé.

Au moment où nous nous situons, les regroupements interprofessionnels nationaux, ancêtres des confédérations, sont au nombre de deux, la Fédération nationale des syndicats, qui depuis 1886 vit dans la mouvance du parti guesdiste, bien que manifestant parfois des velléités d'indépendance et la Fédération des Bourses du Travail qui se constitue en 1892 pour s'opposer à l'emprise des politiciens sur le mouvement syndical.

Intrusion de la politique

La période qui débute en 1879 est marquée par une sorte de confusion entre partis et syndicats, les mêmes hommes animant au niveau local les deux types de "structures", ce qu'Yves Lequin définit comme "les deux visages d'un même projet". Le phénomène est encore accentué par l'éclatement en sectes du premier parti ouvrier, sectes qui s'appuient largement sur une base formée de groupement syndicaux.

En dépit de confusion, le mouvement syndical connaît, à la fin des années 1880 et au début des années 1890, un essor autonome certain, tandis qu'une lutte s'engage pour contrecarrer les efforts des politiques qui veulent se servir du syndicalisme comme d'un tremplin. (10)

Le mouvement politique qui se met en place a une infrastructure syndicale. En 1879 le congrès de Marseille a rassemblé à la fois des groupes corporatifs et quelques cercles d'études sociales. Il en naît la Fédération des Travailleurs socialistes de France. Mais le programme élaboré ensuite par Jules Guesde, fait éclater ce premier "parti" en plusieurs fragments. Les coopérateurs s'en vont dès 1880, imités un an plus tard par les libertaires. En 7. Déclaration de Keufer citée par Madeleine Rebérioux: "Les ouvriers du Livre et leur fédération". Temps actuels 1981. 8. R. Trempé op cit, Tome II. 9. P. Schöttler; "Naissance des bourses du travail". PUF 1985. 10. Pour plus de détails, voir Michel Branciard 'Syndicats et partis autonomie ou dépendance". Syros 1982.

1882, nouvelle scission; appuyé sur des noyaux ouvriers des Ardennes et des vieux arrondissements parisiens, Brousse l'emporte, en mettant l'accent sur les réformes immédiatement possibles (possibilisme). Les guesdistes en minorité fondent alors à Roanne le POF (parti ouvrier français).

Trois ans après la fondation du tronc initial on a donc plusieurs "sectes" rivales auxquelles il faut ajouter, les blanquistes, proscrits lors de la Commune et qui, de retour fondent leur propre organisation. Provoquée par Allemane, une nouvelle scission affectera en 1890 le parti

A Roanne, dès le départ, le syndicat des tisseurs constitue l'armature du parti guesdiste ; il en est de même à Calais avec le puissant syndicat des tullistes. A Lyon, les métallos syndicalistes sont blanquistes. A Carmaux, lors des élections de janvier 1892, les deux syndicats de verriers et de mineurs décident de présenter sous leur autorité une liste purement ouvrière qui obtient un franc succès.

Plus particulier est le cas du syndicat des mineurs du Pas-de-Calais, sorte de groupe de pression organisé autour du député mineur pour agir en direction des pouvoirs publics. "L'appareil politique n'est pas nécessaire, puisqu'au moment des élections c'est l'appareil syndical qui en fait office" (11).

La faiblesse des structures partisanes coïncide avec celle des effectifs et de l'influence électorale. En 1889 : 1,5 % seulement des électeurs votent socialistes; il faut attendre 1893 pour attendire 5 % en rassemblant les socialistes de diverses obédiences.

Cette réalité est plus ou moins bien vécue par les syndicalistes ouvriers. Chez certains, il s'agit d'un refus de toute perspective révolutionnaire et socialiste. Pour d'autres la volonté d'autonomie syndicale vient de la crainte d'être embrigadé et détourné du seul champ de bataille que l'ouvrier connaisse, celui de la lutte contre le patron.

Les diverses sectes politiques ne suscitent pas les mêmes réactions, car elles n'ont pas la même attitude vis-à-vis du syndicalisme et des

grèves.

Conscient d'être l'avant-garde du mouvement ouvrier, le POF de Jules Guesde utilise le mouvement corporatif comme un tremplin. Il soutient avec réticences les grèves dans les années 1880, mais ne le fait que de façon tout à fait occasionnelle à partir de 1890. Quatre ans plus tôt il a réussi à s'annexer la Fédération nationale des syndicats, sorte de confédération très peu structurée. La mise sous tutelle est évidente : le parti est consulté sur les questions à inscrire à l'ordre du jour du congrès syndical qui se tient dans les mêmes villes que le congrès du parti et à des dates voisines. Cette situation est vivement dénoncée par les autres groupements politiques et par nombre de syndicalistes qui refusent de rejoindre la Fédération des syndicats.

Tout au contraire le petit groupe politique qui se forme autour d'Allemane dans les années 1890-91 a l'ambition de subordonner l'action politique à l'action syndicale. Quant aux anarchistes qui reprochent aux guesdistes d'utiliser les groupes corporatifs à des fins électorales, leur pénétration dans les syndicats, qui s'accentue à partir de 1890, est à mettre en lien avec le fait qu'ils trouvent là un terrain de lutte propice.

Sous l'impulsion des deux groupes que nous venons de citer, anarchistes et allemanistes, mais aussi blanquistes, s'organise la réaction à l'emprise guesdiste. Elle se développe sous deux formes. Il s'agit d'une part de rassembler les Bourses du travail dans une structure nationale pour faire pièce à la Fédération des syndicats. C'est le but de la Fédération des Bourses amorcée en 1892 et dont la cheville ouvrière est Fernand Pelloutier. Profondément unitaire, il envisage un sorte de rassemblement où pourraient se retrouver toutes les chapelles socialistes, mais où pourraient aussi collaborer dans l'égalité le syndicalisme et même la coopéra-

Pour ce faire il faut couper le lien entre la Fédération des syndicats et le parti guesdiste. Le moyen imaginé c'est l'adoption par la première du principe de la grève générale que récuse le parti. C'est chose faite en 1892, là encore à l'initiative de Pelloutier et de son ami Briand. On est en marche vers l'autonomie syndicale. La lutte n'a nullement été menée par des militants "politiques", mais par les responsables des Bourses du travail, frottés plus ou moins d'anarchisme, d'allemanisme ou de blanquis-

L'acclimatation de la grève

Les analyses de Michelle Perrot mettent en relation la multiplication des grèves et la croissance syndicale. Avant 1880, plus de la moitié des conflits sont totalement inorganisés ; la situation est modifiée en 1890 : les trois-quarts des grèves sont supportés par une ou plusieurs organisations. Cependant, celles-ci ne sont syndicales que dans la moitié des cas ; des groupes variés souvent plus ou moins politiques (cercles d'études sociales) sont fréquemment impliqués dans les luttes.

Quoi qu'il en soit, l'"assomption de la grève" est évidente. Avec la récession, on est au plus bas en 1885 (20.800 grévistes pour 173.000 jours de grèves) ; l'espoir d'une reprise économique, qui se concrétise bientôt, fait croître le nombre de grévistes jusqu'en 1890 (139.000), il décroît ensuite (48.500 en 1892), pour rebondir plus haut (170.000 en 1893).

Le nombre de jours de grèves s'accroît surtout à partir de 1887, pour atteindre 1,7 jmillion en 1891; la chute de 1892, au-dessous du million n'est que momentanée ; ce nombre triple l'année suivante en 1891

11. J. Michel "Syndicalisme minier et politique dans le Nord-Pasde-Calais". Le mouvement social Nº 87, avril-juin 1974.

Alors que l'année 1888 a été marquée par d'importants conflits à Paris dans les diverses professions du Bâtiment, les deux années suivantes sont caractérisées par un effacement du mouvement dans la capitale avec la montée dans les grandes régions industrielles, comme le Nord-Pas-de-Calais (22 % du total). Les zones d'industrie plus anciennes en bordure du Massif central continuent cependant à jouer un rôle important grâce à l'action des mineurs.

Cette profession ne vient cependant qu'au second rang, malgré la grève générale des mines (en 1889 dans le Nord-Pas-de-Calais, en 1890 dans la Loire): près d'un tiers du total des grévistes en 1890. Avec ses fortes concentrations ouvrières, le Textile est largement en tête: plus de la moitié des grévistes en 1889-90. Bois et Bâtiment sont en recul, tandis que dans les métaux, la progression de la grève se poursuit.

Nullement coordonné, le mouvement des grèves ne revêt, pour la première fois, un caractère national qu'à l'occasion du 1er mai 1890. La décision de "chômage", avec manifestations et pétitions en faveur des huit heures, suscite aux alentours de cette date une véritable "onde de grèves" qui surprend les organisateurs. Prise par les guesdistes et blanquistes parisiens, cette décision semble "avoir voulu répondre à la combativité ouvrière en même temps que la canaliser". D'où la réticence des anarchistes vis-à-vis de ce qu'ils considèrent comme une opération de récupération. Hostiles à une manifestation pacifique et aux démarches auprès des députés, ils vont tout faire pour que cette journée ne soit pas une manifestation sans lendemain, mais une ébauche de grève générale, avec si possible prolongation du mouvement au-delà de la date fixée. Mais ils n'auraient pas réussie si cela n'avait pas été en correspondance chez les travailleurs selon l'expression de Michelle Perrot, avec "l'explosion d'un désir contenu et subitement débridé, l'attente quasiment parousique de quelque chose de grand".

Si l'idéologie de la grève générale a un succès certain auprès des compagnons des divers métiers du bâtiment, il n'en est pas de même chez les métallos. Rebelles à "l'illusion lyrique", ils ont d'autres moyens de pression que la grève, notamment le freinage de la production et lorsqu'ils engagent un conflit, ils le font généralement avec préavis et non sans avoir auparavant assuré leurs arrières en mettant de côté des fonds qui leur permettront de résister.

Lorsque les mineurs parlent de grève générale, il s'agit de grèves générales de la profession qui visent tout autant à faire pression sur le patronat que sur les pouvoirs publics.

Quant aux travailleurs du Livre, ils ont une conception très particulière de la grève. En fonction de directives édictées en 1887 ne sont indemnisées que les seules grèves répondant à des critères précis : autorisation du Comité central, lorsque toutes les tentatives de conciliation ont été épuisées. A partir de 1892 une grève ne peut être engagée que pour les motifs suivants : baisse des salaires, remplacement des ouvriers par des femmes, débauchage de syndiqués pour les remplacer par des jeunes moins bien payés, licenciement de travailleurs pour activité syndicale.

L'attitude des ouvriers vis-à-vis de la grève est donc variable d'une industrie à une autre. A l'intérieur d'un même secteur il existe aussi des variations. Ainsi dans les bassins (houilliers, en pleine expansion comme le Nord-Pas-de-Calais, l'attitude n'est pas la même que dans le Sud où déjà des mines sont menacées de fermeture).

Au terme de cette étude, diverses évolutions apparaissent caractéristiques de cette période.

L'accroissement des effectifs syndicaux est évidente, bien que ceux-ci demeurent encore très fluctuants et d'une grande instabilité. Leurs organisations nationales sont encore embryonnaires, qu'il s'agisse des fédérations professionnelles ou interprofessionnelles.

Cette évolution va de pair avec un développement des grèves. La multiplication des conflits, particulièrement dans certaines régions, a sans doute eu plus d'impact sur l'opinion publique et sur les élus que le développement syndical lui-même. Enfin la volonté de certaines organisations ouvrières d'affirmer leur autonomie vis-à-vis de certaines "sectes" socialistes, ne doit pas masquer l'accroissement de l'influence du socialisme sous ses diverses formes. En 1893, il rassemble pour la première fois 5 % des voix aux législatives.

Dans quelle mesure tout ceci a pesé sur les votes des élus en faveur de la Loi créant le corps de l'Inspection du Travail en discussion depuis 10 ans. Il faudrait sans doute tenir compte aussi d'autres événements comme l'impact du boulangisme sur certaines populations ouvrières ou la publication de l'encyclique de Léon XIII "Rerum novarum".

Projet pour un centenaire

L'idée de fêter le centenaire de l'Inspection du travail a fait son chemin, laborieusement ; au point qu'aujourd'hui, l'on ne peut toujours affirmer que ce centenaire sera célébré. Les incertitudes politiques internes (changement de ministre) et internationales (toujours la guerre du Golfe) ont eu raison des engagements de principe.

Qu'importe, l'association Villermé comme elle l'a affirmé est prête à aller jusqu'au bout et à fêter dignement cet âge respectable. Elle espère néammoins toujours que le Ministère du Travail aura à coeur de mener à bien ce projet qui doit impliquer toute l'inspection, au-delà viser le grand public et les milieux intellectuels et universitaires et contribuer à l'ouverture européenne.

Le projet centenaire

Le centenaire de l'inspection doit être l'occasion :

- 1. d'ouvrir l'inspection vers ses partenaires
- 2. de permettre une confrontation entre les praticiens des relations du travail.
- 3. d"intégrer la dimension européenne.
- 4. de faire avancer trois grands débats :
 - Santé-sécurité au travail
 - Formes d'emploi : insertion et exclusion
 - Démocratie, expression, représentation dans l'entreprise

Des initiatives régionales pourraient être organisées dans le courant de l'année 1992 et converger lors d'un temps fort en fin d'année.

Une rencontre nationale associant :

- · Un forum
 - des initiatives régionales
 - des rencontres de praticiens sur les 3 thèmes cités
 - une présentation de l'inspection en direction de l'extérieur sous forme d'exposition.
- Un colloque

Des échanges entre personnalités françaises et européennes seraient organisés sur 3 thèmes :

- l'entreprise éclatée
- nouveaux rapport au travail ; nouvelles relations de travail ; quelles représentations du personnel ?
- pour une règle lisible, l'accès au droit social et son application. Sur chaque thème, 3 ou 4 personnalités françaises ou étrangères interviendraient.

Une fête

TABLEAU L'ÉTAT PHYSIQUE ET MORAL DES OUVRIERS MANUFACTURES DE COTON, DE LAINE ET DE SOIE. OUFRAGE MYTHERE DE SANGE ET STIL EN HOUSEN EN ECCHON STEILER ET PRÉTITÉRE. PAR JA PREBERRE D. TOME SECOND PARIS. JULES RENOUARD ET Co., LIBRAIRES, RUE DE TOURNON, N. 6. 1840.